

# AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

## PROCEDURE ADAPTEE

Département de publication : 34

Type de marché : Travaux

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation

### SECTION I – POUVOIR ADJUDICATEUR

#### *1.1) Nom, adresse et points de contacts :*

##### **SPLA L'OR AMENAGEMENT**

M. BOURREL Yvon

11, place de la Libération

34130 Mauguio

FRANCE

E-mail : [contact@loramenagement.fr](mailto:contact@loramenagement.fr)

Téléphone : + 33 467991905

Fax : + 33 467991909

Adresse principale : [www.loramenagement.fr](http://www.loramenagement.fr)

Profil acheteur : <http://webmarche.adullact.org>

#### *1.2) Procédure conjointe*

Sans objet

#### *1.3) Communication*

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet à l'adresse :

<http://webmarche.adullact.org>

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

Le ou le point(s) de contact susmentionné(s)

Les offres ou les demandes de participation doivent être envoyées :

Au(x) point(s) de contact susmentionné(s)

#### *1.4) Type de pouvoir adjudicateur*

Organisme de droit public

#### *1.5) Activité principale*

Autre activité : Aménagement

### SECTION II - OBJET

#### *II.1) Etendue du marché*

**II.1.1) Intitulé :** Marché de travaux ayant pour objet la réalisation d'une fouille archéologique préventive préalable aux aménagements de la ZAC Font de Mauguio à Mauguio

Numéro de référence : 02-FON-2017-29-TVX

**II.1.2) Code CPV principal :** Travaux de fouille et de terrassement : 45112000-5

**II.1.3) Type de marché :** Travaux

#### *II.1.4) Description succincte :*

La présente consultation est passée en application de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, selon la procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation. Le marché est un marché à tranches.

**II.1.5) Valeur totale estimée :** - € HT

**II.1.6) Information sur les lots :**

Division en lots : non

**II.2) Description**

**II.2.1) Intitulé :** 02-FON-2017-29-TVX – Réalisation d'une fouille archéologique préventive préalable aux aménagements de la ZAC Font de Mauguio à Mauguio.

**II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s) :**

Sans objet

**II.2.3) Lieu d'exécution :**

Code NUTS : FR813

Lieu principal d'exécution : ZAC Font de Mauguio – 34130 MAUGUIO.

**II.2.4) Description des prestations :**

Réalisation d'une fouille archéologique préventive préalable aux aménagements de la ZAC Font de Mauguio :  
Chantier de fouilles et rapport final d'opération.

Le marché comporte une tranche ferme et deux tranches optionnelles.

Tranche ferme : Fouilles de vestiges néolithiques et d'époque romaine

Tranche optionnelle 1 : Mise à jour d'éléments funéraires complémentaires

Tranche optionnelle 2 : Fouilles de structures domestiques complexes d'un volume supérieur à 25m3.

**II.2.5) Critères d'attribution :**

Critères énoncés ci-dessous :

- Valeur technique : 40%

- Prix : 60%

**II.2.7) Durée du marché et reconductions :**

28 mois.

Ce peut faire l'objet d'une reconduction : non

**II.2.10) Variantes :**

Des variantes seront prises en considérations : non

**II.2.11) Information sur les options**

Options : oui.

Le marché comporte deux tranches optionnelles.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article 30-I-7° du décret du 25 mars 2016, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

**II.2.12) Informations sur les catalogues électroniques :**

Sans objet

**II.2.13) Information sur les fonds de l'Union Européenne**

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union Européenne : non

**II.2.14) Informations complémentaires :**

Sans objet

## SECTION III : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

### **III.1) Conditions de participation**

#### **III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession**

Liste et description succincte des conditions :

**Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :**

- 1 ➤ **Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent)** comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement.

La lettre de candidature n'a pas à être signée par le représentant du candidat, et le cas échéant par chacun des membres du groupement. Cependant, dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

- 2 ➤ **Une déclaration sur l'honneur** (cf. modèle ci-joint) attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. La remise d'un DC1 ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.

- 3 ➤ Le candidat en redressement judiciaire devra produire copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

#### **III.1.2) Capacité économique et financière**

Liste et description succincte des critères de sélection : Capacités économiques et financières

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
- L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle
- Un document relatif aux pouvoirs de la personne habilité à engager le candidat.
- Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le maître de l'ouvrage s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

#### **III.1.3) Capacité technique et professionnelle**

Liste et description succincte des critères de sélection : Capacités techniques et opérationnelles

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,
- Déclaration du candidat indiquant les moyens matériels et techniques globaux de l'entreprise
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement
- Certificats de qualification professionnelle au regard de l'objet du marché
- L'attestation que le candidat a bien reçu l'agrément de l'Etat conformément à l'article L 523-8-1 du Code du Patrimoine.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces ci-dessus relatives à cet intervenant. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché.

#### **III.1.5) Informations sur les marchés réservés**

Sans objet

#### **III.2) Conditions liées au marché**

##### **III.2.2) Conditions particulières d'exécution :**

Sans objet

##### **III.2.3) Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché :**

Sans objet

### **SECTION IV : PROCEDURE**

#### **IV.1) Description**

##### **IV.1.1) Type de procédure :**

Procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation (art 27 du décret n°2016-360).

##### **IV.1.3) Information sur l'accord-cadre :**

Sans objet.

##### **IV.1.6) Enchère électronique :**

Sans objet

##### **IV.1.8) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP) :**

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics : non

#### **IV.2) Renseignements d'ordre administratif**

##### **IV.2.1) Publication antérieure relative à la présente procédure :**

Sans objet

##### **IV.2.2) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation :**

Date : 08/11/2017 Heure locale : 12h00

##### **IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation :**

Français

##### **IV.2.6) Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre :**

4 mois à compter de la date limite de réception des offres, ou en cas de mise en œuvre de la négociation, à compter de la date limite de réception des offres finales.

##### **IV.2.7) Modalités d'ouverture des offres :**

08/11/2017 à 14h00

SPL L'Or Aménagement 11 Place de la Libération 34130 MAUGUIO

### **SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

#### **VI.1) Renouvellement**

Il s'agit d'un marché renouvelable : non

Calendrier prévisionnel de publication des prochains avis : sans objet

#### **VI.2) Informations sur les échanges électroniques :**

Sans objet

### **VI.3) Informations complémentaires :**

#### **Pour la présentation des éléments de leur candidature :**

- Les candidats pourront faire usage des formulaires DC1 et DC2 qu'ils pourront se procurer sur le site du ministère de l'économie à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- Dans le cadre d'un marché alloti, les candidats pourront remettre leurs pièces candidature une seule fois pour l'ensemble des lots auxquels ils candidatent. En revanche, une offre devra être remise pour chacun de ces lots.

Un document unique de marché européen (DUME), rédigé en français, pourra être remis par le candidat, chaque cotraitant et chaque sous-traitant en lieu et place :

- de la déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies à l'article 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015
- des documents et renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat.

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé.

Les soumissionnaires auront la possibilité de télécharger les documents dématérialisés du dossier de consultation, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le site internet <https://webmarche.adullact.org>, sur le profil acheteur de L'Or Aménagement « 34SPLALORAMENAGEMENT ».

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip ou Quickzip ou Winrar par exemple)
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader)
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft...)
- .doc ou .xls ou .ppt (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft...)
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, Free DWG Viewer d'Informative Graphics, ...)

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique, ou en cas de suppression de la dite adresse électronique. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique au 0820 207 743.

**Le dossier de consultation des entreprises n'est pas disponible sur support papier.**

### **VI.4) Procédures de recours :**

***VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours***

Tribunal de Grande Instance de Marseille  
6, rue Joseph Autran  
13281 MARSEILLE Cedex 6  
Tél. 04 91 15 50 50  
Fax. 04 91 15 50 98

***VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation :***

***VI.4.3) Introduction de recours***

***VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours***

Tribunal de Grande Instance de Marseille  
6, rue Joseph Autran  
13281 MARSEILLE Cedex 6  
Tél. 04 91 15 50 50  
Fax. 04 91 15 50 98

***VI.5) Date d'envoi du présent avis : 17/10/2017***